

# Diplomatie : prise en compte du fait religieux dans le monde



La République française recourt au principe juridique de la laïcité pour la mise en œuvre de sa devise : « liberté, égalité, fraternité ». Sa diplomatie s'appuie sur le réseau d'ambassades et de consulats, des acteurs spécialisés et des partenaires pour favoriser le dialogue interreligieux.

L'ambassadeur Jean-Christophe Peaucelle, conseiller pour les affaires religieuses au ministère des Affaires étrangères, l'a expliqué au cours d'une conférence-débat organisée, le 11 décembre 2017 à Paris, par l'Institut des hautes études de défense nationale.

**Les principes.** Pays laïc depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat par la loi de 1905, la France ouvre un poste diplomatique au Vatican dès 1920 et renoue avec le Saint-Siège (*voir encadré*). Le monde actuel ne se comprend pas sans le fait religieux et la diplomatie française ne peut en faire l'économie, souligne l'ambassadeur. Il convient d'abord de connaître les religions et, dans une approche globale, de discerner ce qui n'est pas vraiment de leur ressort. Il s'agit ensuite de refuser l'instrumentalisation de la religion au nom de l'universalité des droits de l'homme. Le traité européen de Westphalie (1648) a élaboré le concept d'Etat-Nation, où la diplomatie se détache du fait religieux, donc de l'influence du pape des croisades (1095-1291) à la bataille navale de Lépante contre l'Empire ottoman (1571). Pendant la conquête de l'Algérie, l'émir Abd el-Kader, en tant que chef religieux, organise la résistance contre la France (1832-1847) puis met fin au massacre des chrétiens par les Druzes en Syrie (1860). L'Occident rationaliste a été réveillé brutalement par le fait religieux, à savoir la proclamation de la République islamiste d'Iran en 1979, qui manifeste sa volonté d'influence sur le monde. Avec le slogan « *L'islam est la solution* » qu'il diffuse, l'Iran invente un gouvernement politico-religieux. La même année, lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, l'Occident soutient les résistants afghans, religieux, qui vont élaborer le djihadisme. Avec l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis en 1980, les évangélistes et le fondamentalisme chrétien pèsent pour la première fois sur la politique américaine. Les chutes du mur de Berlin (1989) et de l'Union soviétique (1991) entraînent un renouveau du

sentiment religieux en Russie...et l'apparition du terrorisme au nom de l'islam en Tchétchénie. Par sa connivence avec les autorités politiques russes, l'Eglise orthodoxe devient un instrument de leur politique. La société saoudienne s'est véritablement islamisée après la prise, temporaire, de la grande mosquée de La Mecque (1979). Son affrontement avec l'Iran, essentiellement politique, remonte au choix du chiisme comme religion d'Etat au XVIIème siècle par ce pays pour se différencier des peuples arabes. L'Inde est dirigée par le parti nationaliste hindou et la Birmanie, comme la Thaïlande, par le fondamentalisme bouddhiste. La montée du sentiment religieux en Chine la transformera en principal pays chrétien (toutes catégories confondues) dans le monde en 2030, estime l'ambassadeur.

**L'organisation.** La laïcité française a pris une dimension internationale, également dès 1920, avec la nomination d'un diplomate, conseiller pour les affaires religieuses, interlocuteur des différentes communautés pour le travail d'intermédiation et d'accueil, explique Jean-Christophe Peaucelle. L'ambassadeur de France au Vatican, en relation avec le Saint-Siège toujours le mieux informé, est assisté d'un prêtre. Le consulat général à Jérusalem est ouvert depuis le XVIème siècle, lorsque l'Empire ottoman confie à la France la protection des pèlerins et des chrétiens d'Alep à Jérusalem, accord codifié par le gouvernement français en 1901. Le consulat général à Djeddah assure la protection juridique des 17.000 à 20.000 pèlerins français qui se rendent chaque année à La Mecque. En outre, un protocole d'accord de coopération sur des projets humanitaires a été conclu avec l'Ordre de Malte, avec le soutien politique et financier de la France. La Communauté de Sant'Edigio a acquis un savoir-faire pour entrer dans la douleur du camp d'en face et faciliter l'adhésion de la population. Pour la recherche de solutions personnelles, elle peut s'adresser à certains interlocuteurs...à la place de la diplomatie française ! L'ambassadeur Peaucelle travaille aussi avec des chercheurs universitaires, les autorités religieuses protestantes, juives et musulmanes de France et le nonce du Saint-Siège. Garant de la neutralité de l'Etat, il coopère avec le ministère de l'Intérieur et des Cultes pour la nomination des évêques, dont l'objection, éventuelle, serait politique.

**Les objectifs.** Le but de la diplomatie reste la paix, sa construction et sa préservation, rappelle Jean-Christophe Peaucelle. Il s'agit d'identifier la part religieuse d'un conflit. Pour la France, très attachée à la Déclaration des droits de l'homme, chacun peut pratiquer librement sa religion en privé ou en public. Lors

du conflit interne en Centrafrique entre chrétiens et musulmans, l'opération « Sangaris » a été menée de concert avec les acteurs religieux locaux, à savoir l'évêque, le pasteur et l'imam de Bangui, qui ont risqué leur vie du début de l'intervention militaire à la recherche d'une solution politique. Sans eux, « Sangaris » n'aurait pu réussir, estime l'ambassadeur. En France, l'Etat doit travailler avec les autorités musulmanes pour lutter contre le salafisme pour évaluer le discours de « déradicalisation ». Il s'agit d'accompagner l'évolution d'un islam moderne, qui rencontre des aspirations dans le monde musulman. Cela passe par le développement de l'islamologie, action presque centenaire de l'Ecole pratique des hautes études, et une offre universitaire à des étudiants étrangers musulmans. Le fait religieux compte de plus en plus dans les relations internationales. Il peut être traité avec beaucoup de liberté et d'assurance sur des thèmes concrets dans le cadre de la laïcité, conclut le conseiller pour les affaires religieuses.

## **Loïc Salmon**

Arabie Saoudite : retour du sacré dans les relations internationales

Diplomatie : gérer les crises et déceler les menaces diffuses

Les diplomates, acteurs de la politique étrangère et représentants de la France

*Responsable des relations diplomatiques de l'Etat du Vatican installé à Rome, le Saint-Siège entretient des relations avec 180 Etats. En outre, son statut d'observateur permanent sans droit de vote à l'ONU et à tous ses institutions, lui permet d'assister à toutes les réunions et de participer aux débats, afin de leur donner une dimension spirituelle et morale. Le pape, autorité suprême de l'Eglise catholique, dispose d'un gouvernement pour gérer le Vatican, la Curie. Un cardinal secrétaire d'Etat dirige la Curie et le Saint-Siège. Les agents diplomatiques, tous évêques de différentes nationalités, sont formés à l'Académie pontificale ecclésiastique ainsi que les « nonces apostoliques » (ambassadeurs) et les laïcs intervenant au nom du pape. En outre, le Saint-Siège dispose d'un réseau d'influence, à savoir les organisations internationales catholiques, composées de prêtres et de laïcs et impliquées dans les activités sociales, professionnelles et à caractère humanitaire et caritatif. Elles interviennent notamment dans les milieux de la communication et des pôles de réflexion sur la paix et le développement. Elles peuvent aussi prendre des positions « politiques », sans impliquer*

*directement le Saint-Siège.*